

“Un T-shirt vendu à 5 ou 10 € ne peut pas être fabriqué sans esclaves”

■ En racontant le parcours d'un tailleur ivoirien dans “L’Odyssée d’Abdou”, c’est l’envers de l’industrie textile, gangrenée par les mafias et la traite des êtres humains, que l’historienne Audrey Millet met au jour. Fruit d’une enquête minutieuse, son livre dévoile les liens inextricables entre le “Made in Italy” et le crime organisé.

Entretien Geneviève Simon

Historienne, autrice du *Livre noir de la mode*, chercheuse à l’Université métropolitaine d’Oslo (OsloMet) et au laboratoire Anthropologie du travail de l’université de Bologne, Audrey Millet s’intéresse aux liens entre le “Made in Italy” et le crime organisé. C’est en enquêtant sur le sujet qu’elle a rencontré Abdoul, un jeune tailleur ivoirien, qui a pris sans le savoir la route de l’esclavage en 2015. Sur base de son témoignage, étayé par deux années d’investigation et la rencontre de 150 témoins, Audrey Millet décortique, dans *L’Odyssée d’Abdou. Enquête sur le crime organisé*, un système mondial de trafics en tous genres qui piège les migrants. Le prix Mare Nostrum a été décerné à ce livre très engagé.

Depuis que vous vous intéressez à la mode, quelle évolution avez-vous constatée ?

Que la mode, c’est-à-dire l’achat, prime sur le style. Et cette évolution est dynamique depuis la fin du XIX^e siècle. Cette course du secteur industriel au moindre coût commence avec la fabrication de fibres synthétiques. Aujourd’hui, 60 à 70% d’un placard est constitué de polyester. Ensuite, si vous voulez baisser les coûts, vous attaquez aux salaires, aux êtres humains, aux conditions de travail. Tout ça pour satisfaire le secteur économique, les entreprises, la bourse, et créer une addiction. S’ajoute à cela le culte du mensonge: on vous explique que ce sont des nouveautés, or ce ne sont jamais que des reprises, des années 1970 ou 2000. Enfin, ils surfent sur le mal-être et le manque de confiance. Chanel vous explique que vous n’achetez pas un fond de teint, mais de la confiance. Et ça fonctionne.

Votre enquête s’intéresse au “Made in Italy” qui n’est pas possible sans les “esclaves” qui travaillent 14h/jour, 7 jours/7, payés 20 € la journée, et qui souvent survivent dans des dortoirs insalubres sans jamais quitter l’usine. C’est ce que vous avez découvert à Prato, à 20 km de Florence ?

Tout à fait. Un T-shirt vendu à 5 ou 10 € ne peut pas être fabriqué sans esclaves. Ce n’est pas possible d’acheter les matières premières, la machine à coudre et de payer correctement quelqu’un à ce prix-là. Le salaire minimum n’existe pas en Italie, et de manière générale, les Italiens gagnent mal leur vie. La mafia en profite. Donc si vous achetez un T-shirt à moins de 49 €, c’est qu’il y a un problème: soit la qualité n’est pas terrible, soit ce sont les êtres humains. À Prato, les conditions de travail sont atroces. Et les gens le savent. J’y ai habité pendant deux ans, entourée de ce qu’on appelle des *sweatshops*, d’où les Chinois sortent avec des sacs-poubelles remplis de vêtements.

Les gens, vous voulez aussi dire les autorités ?

Oui. Les habitants de Prato, eux, sont complètement dépassés, ils savent que tout se passe dans une totale illégalité. Ce qui est assez typique de l’Italie. J’ai pu écrire ce livre grâce à une bourse européenne. J’ai proposé de faire la même chose sur le “Made in France”, mais j’ai été recalée. Parce qu’il ne faut pas toucher au “Made in France”. Or on a exactement la même chose à Marseille et à Aubervilliers, au nord de Paris. Et ce sont les mêmes: les Wenzhou.

Conditions inhumaines, cadences infernales, produits toxiques, déchets enfouis: le tableau que vous dressez est sidérant...

Avec ma collègue norvégienne Teresa Østbø Kuldova, une anthropologue spécialiste de la mafia et de la corruption dans le luxe, ce qui nous a étonnées, c’est qu’on a retrouvé là tous les trafics: armes, drogue, prostituées. Et ça nous a bouleversées. Tout est extrêmement connecté. Parce que la mondialisation fait que les mafias doivent travailler ensemble pour se partager le gâteau. Et Prato en est l’exemple parfait. Avant, en Italie, il n’y avait que les mafias locales, comme la Camorra à Naples ou Cosa Nostra en Sicile. La hiérarchie était familiale, c’était une histoire entre eux, ce qui constituait un loquet pour que cela ne déborde pas.

Mais la lutte antimafia a laissé de l’espace pour la mafia nigérienne, aussi appelée “cults” nigériens, qui n’ont absolument aucune limite. Pour eux, tout est vendable, tout a de la valeur. Ils sont hyper forts dans le trafic d’organes. Les prostituées, c’est leur dada. Et tout cet argent revient dans les poches du gouvernement nigérian.

Depuis la Côte d’Ivoire jusqu’aux côtes de Lampedusa via l’enfer libyen, le parcours d’Abdou est à la fois saisissant et assez classique. Mais à l’approche de Lampedusa, le bateau qui vient le secourir de son embarcation de fortune n’est pas celui d’une ONG...

Quand il m’a décrit le bateau, je me suis rendu compte qu’il ne ressemblait pas à ceux de SOS Méditerranée ou d’autres associations. On ne lui donne pas de ration alimentaire, il n’y a pas de douches. Or normalement ce sont des bateaux super équipés, où on peut même accoucher. J’ai donc pris contact avec Caroline Abu Sa’Da, la directrice de SOS Méditerranée Suisse, pour qu’elle m’explique. Et tout de suite, elle m’a dit qu’il s’agissait de bateaux fantômes, maillons de la traite d’êtres humains. Si on n’aide pas financièrement les ONG à secourir les migrants, on entretient ces bateaux fantômes, et donc l’esclavage. La Libye étant une ancienne colonie italienne, les rapports entre eux sont peu clairs. Dans les magasins libyens, vous trouvez des marques italiennes, du café, ce qui est très étrange. Et l’Europe se sert de la Libye, qui est l’incarnation de l’Apocalypse, pour se protéger. En Libye, il y a des zones de non-droit que je décris dans le livre. Et si moi, qui suis historienne et n’ai pas l’habitude des études contemporaines, je le sais, tout le monde le sait.

Vous démontrez que le “Made in Italy” s’appuie sur la sous-traitance, qui permet aux marques de plaider l’innocence. Or, selon vous, il faudrait regarder au-delà du chiffre d’affaires pour s’intéresser au nombre de pièces vendues. Pour se rendre compte que les capacités de production officielles de ces grandes marques du luxe ne correspon-



Le livre d’Audrey Millet est paru aux éditions Les Pérégrines (269 pp., 20 €).